

avons une connaissance approfondie des données du problème ainsi qu'un intérêt tout spécial dans ce domaine. Une importante proportion de notre main-d'oeuvre est à l'emploi de sociétés américaines et les décisions capitales touchant notre vie économique se prennent souvent de votre côté de la frontière.

Ce sont là des constatations, non des griefs. Les entreprises multinationales nous ont fait partager une grande prospérité et nous ont donné accès à une technologie poussée. Toutefois, il n'est pas étonnant de constater qu'un grand nombre de Canadiens sérieux et avertis se préoccupent de cette question, et il ne faut pas s'étonner non plus de ce que le gouvernement canadien s'y intéresse.

Bien que notre attitude à l'égard des investissements étrangers en général, et des investissements américains en particulier, soit et doive demeurer progressiste, les Canadiens n'en sont pas moins résolus à ce que les entreprises étrangères servent les intérêts canadiens, favorisent la réalisation de leurs priorités et répondent à leurs aspirations. Au sein de nos deux communautés, de nouvelles forces commencent de se manifester: un intérêt croissant concernant la qualité de l'environnement, la recherche de nouveaux objectifs qualitatifs en remplacement de ceux qui sont plutôt d'ordre matériel, la volonté d'équilibrer les possibilités et de normaliser les niveaux de vie dans des économies qui sont aux prises avec des disparités régionales. Rien de tout cela n'est jamais facile, et vous savez tout autant que nous que c'est là une tâche particulièrement ardue dans un Etat fédéral.

Les entreprises multinationales doivent prendre en considération ces nouvelles aspirations de même que les priorités et les intérêts fondamentaux du Canada si elles veulent conserver la grande liberté d'action dont elles jouissent actuellement au Canada.

Par sa politique économique, le Canada se révèle le pays qui favorise le plus l'internationalisme. Il ne faut pas entendre par là que nous renoncions à la souveraineté économique, non plus que notre attitude internationaliste dans les affaires mondiales ne signifie que nous refusions la souveraineté politique.

Les nations du monde ont appris qu'elles peuvent créer des institutions économiques internationales chargées des rapports économiques. Je crois que dans l'avenir, nous serons en mesure d'adapter les institutions existantes qui ont pour tâche d'harmoniser les rapports de force et d'en créer de nouvelles de telle sorte qu'il sera possible de résoudre les conflits apparemment insolubles qui caractérisent notre époque.